

Communiqué

Ce n'est pas en arrosant les banques que l'on crée de l'emploi.

La Banque centrale européenne (BCE), la Commission de Bruxelles et les gouvernements des Etats de l'Union Européenne sont préoccupés de la situation de la zone Euro qui constitue le « trou noir » de capitalisme mondial aujourd'hui. La BCE a annoncé jeudi un programme d'achat de titres publics et privés de plus de mille cent milliards d'euros, qui va démarrer en mars prochain pour se poursuivre jusqu'en septembre 2016. Soit 60 milliards par mois. C'est l'achat de titres publics (emprunts d'Etat) qui constitue une innovation.

Il s'agit de donner un ballon d'oxygène aux banques et aux entreprises européennes. D'abord en faisant baisser le cours de l'Euro par rapport au dollar. Ensuite en espérant que les banques et autres organismes financiers apportent des capitaux aux entreprises et qu'ainsi les investissements et la croissance reprennent. Si l'Euro va continuer de baisser et ainsi favoriser les exportations européennes, on peut douter des autres effets ; comme le dit un responsable d'un institut de recherche européen : « Ce n'est pas la BCE qui crée des emplois ».

Au final, la décision de la BCE pourrait bien ne servir qu'à alimenter les profits des banques et des entreprises, la bulle financière.

De plus, jeudi, Mario Draghi, tout en lançant son programme, a renouvelé un appel aux « réformes structurelles, comme la loi Macron en France ou le Jobs Act en Italie. En fait, les décisions de la BCE (comme le plan d'investissements de Juncker, le président de la Commission) sont comme des « emplâtres sur une jambe de bois » : rien de fondamental n'est changé au paradis des banquiers et grandes entreprises qui utilisent leur trésorerie pour spéculer.

Il faut noter une mesquinerie significative : la dette grecque sera hors programme sauf si les accords avec le FMI sont respectés : il s'agit de « mettre un peu de pression sur les Grecs » constate un banquier.

Plutôt que s'extasier sur la décision de la BCE, l'heure est à la lutte contre la loi Macron et à la solidarité avec le peuple grec.

Le NPA65, TARBES, le 24 janvier 2015